90-04800/

Rapport sommaire

sur la délimitation des circonscriptions électorales

Décembre 1989

Commission de la représentation électorale du Québec

An English version of this Report is available on request.

Dépôt légal - 4e trimestre 1989
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 2-550-20372-0

Sainte-Foy, le 19 décembre 1989

Monsieur Jean-Pierre Saintonge
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
Québec

Monsieur le Président,

En vertu de l'article 19 de la Loi électorale (1989, c. 1) sanctionnée le 22 mars 1989, et entrée en vigueur le 24 avril 1989, la Commission de la représentation a l'honneur de vous transmettre son rapport sommaire sur la délimitation des circonscriptions électorales.

Ce rapport, conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi, doit être soumis à la considération de la Commission de l'Assemblée nationale dans les trente jours de sa remise.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre considération.

Pierre-F. Côté, C.R.
Président

Guy Bourassa
Commissaire

Marc-André Lessard
Commissaire

Me Eddy Giguère
Secrétaire

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 1

1. LES EXIGENCES LÉGALES 2

2. LE CONTEXTE DÉMOGRAPHIQUE 6

2.1 Évolution de la population du Québec 6

2.2 Évolution du nombre d'électeurs 8

3. LA RÉPARTITION DES ÉLECTEURS 11

4. UNE NOUVELLE DÉLIMITATION DES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES PARAÎT NÉCESSAIRE 14

CONCLUSION 16

ANNEXE I - Données générales

ANNEXE II - Nombre d'électeurs par circonscription et écart par rapport à la moyenne

ANNEXE III - Évolution du nombre d'électeurs par circonscription entre 1985 et 1989

INTRODUCTION

Afin de se conformer à l'article 19 de la Loi électorale, la Commission de la représentation électorale transmet au Président de l'Assemblée nationale un rapport sommaire pour déterminer s'il y a lieu de procéder à une nouvelle délimitation des circonscriptions électorales.

L'article 19 se lit comme suit:

> 19. Dans les trois mois suivant la date des élections générales, la Commission remet au président ou au secrétaire général de l'Assemblée nationale un rapport sommaire dans lequel elle indique si une nouvelle délimitation des circonscriptions lui apparaît nécessaire pour assurer le respect des critères établis par le présent chapitre.
>
> 1989, c. 1, a. 19.

Le présent rapport traitera d'abord des critères juridiques devant servir à délimiter les circonscriptions électorales avant d'examiner le contexte démographique et la répartition géographique des électeurs. La Commission de la représentation indiquera par la suite si une nouvelle délimitation des circonscriptions électorales lui apparaît nécessaire pour assurer le respect des critères établis par la Loi électorale.

1. LES EXIGENCES LÉGALES

La Loi électorale (L.Q., 1989, c. 1), qui attribue à la Commission de la représentation le pouvoir d'établir la délimitation des circonscriptions électorales (a. 532), oblige également la Commission à tenir compte d'un certain nombre de principes et de critères de délimitation prévus au chapitre I du titre II de la même loi.

Ainsi, le législateur a prévu à l'article 14 que:

> 14. Le Québec est divisé en circonscriptions électorales, dont le nombre ne doit pas être inférieur à 122 ni supérieur à 125, délimitées en tenant compte du principe de l'égalité du vote des électeurs.
>
> 1989, c. 1, a. 14.

L'article 16 établit les critères numériques qui doivent prévaloir lors de la délimitation des circonscriptions électorales.

> 16. Chaque circonscription doit être délimitée de façon que, d'après la liste électorale en vigueur lors des dernières élections générales, le nombre d'électeurs dans une circonscription ne soit ni supérieur ni inférieur de plus de 25% au quotient obtenu par la division du nombre total d'électeurs par le nombre de circonscriptions.
>
> 1989, c. 1, a. 16.

Par ailleurs, on retrouve à l'article 15 un certain nombre d'autres critères servant à délimiter une circonscription électorale:

> 15. La circonscription représente une communauté naturelle établie en se fondant sur des considérations d'ordre démographique, géographique et sociologique, telles que la densité de la population, le taux relatif de croissance de la population, l'accessibilité, la superficie et la configuration de la région, les frontières naturelles du milieu ainsi que les limites des municipalités locales.
>
> 1989, c. 1, a. 15.

Les situations d'exception doivent être envisagées à la lumière de l'article 17:

> 17. La Commission de la représentation peut exceptionnellement s'écarter de la règle visée à l'article 16 si, en raison de circonstances particulières, elle estime que son application ne permet pas d'atteindre adéquatement le but du présent chapitre. Cette décision est motivée par écrit dans chaque cas.
>
> Malgré l'article 16, les Iles-de-la-Madeleine décrites à l'annexe I constituent une circonscription.
>
> 1989, c. 1, a. 17.

Bref, les circonscriptions électorales doivent être établies et délimitées de façon à ce que le nombre d'électeurs dans chacune d'elles ne dépasse pas de plus ou moins vingt-cinq pour cent (± 25%) le quotient obtenu par la division du nombre total d'électeurs par le nombre de circonscriptions. Le législateur a prévu à l'article 17 que la Commission puisse s'écarter de la règle établie à l'article 16, mais

de façon exceptionnelle seulement. La Loi électorale impose par ailleurs à l'article 14, et de façon impérative, un nombre maximum de 125 circonscriptions. La Commission ne peut dépasser cette limite fixée par la loi.

À ces critères numériques de délimitation viennent s'ajouter un certain nombre de considérations d'ordre démographique, géographique et sociologique, comme le prévoit l'article 15.

Il faut remarquer cependant que les critères numériques doivent avoir préséance sur les autres énumérés dans la loi, en raison du principe fondamental de l'égalité du vote des électeurs établi à l'article 14.

Ce principe, dont l'application ne saurait cependant être absolue, veut qu'un élu représente à peu près le même nombre d'électeurs. Des variations de plus ou moins vingt-cinq pour cent (± 25%) sont prévues dans la loi, avec en plus la possibilité de dépasser ces paramètres dans des cas exceptionnels.

Le principe de l'égalité du vote est défini par certains auteurs comme étant celui de la représentation électorale selon le nombre d'électeurs. Ce principe démocratique fondamental est un des droits enchâssés dans les Chartes des droits et libertés provinciale et fédérale sous le concept du "droit de vote".

En conséquence, tout article de loi qui permet de trop s'écarter de l'égalité risque d'être inopérant parce que contraire au droit de vote. Toute décision à l'encontre de ce principe, que pourrait rendre un organisme en vertu d'une disposition d'une loi électorale, pourrait être mise à néant.

Le principe de l'égalité du vote n'est pas explicite dans ces chartes, en ce sens qu'il n'y a pas de texte précis qui le consacre, mais il a été décidé qu'il faisait partie des droits que le "droit de vote" garantit. (Dixon c. AGBC 1989 [avril] B.C.S.C.).

Il convient de souligner que ce jugement a été rendu par madame le juge McLachlin, alors qu'elle siégeait à la Cour suprême de la Colombie-Britannique, et qu'elle a depuis été promue à la Cour suprême du Canada.

On comprendra que la Commission ne saurait décréter plusieurs exceptions comme la Loi électorale semble le lui permettre, sans s'exposer au contrôle judiciaire dont les normes sont maintenant connues, car même si la loi était jugée valide, une décision basée sur la discrétion accordée à la Commission par la loi pourrait être jugée excessive et annulée.

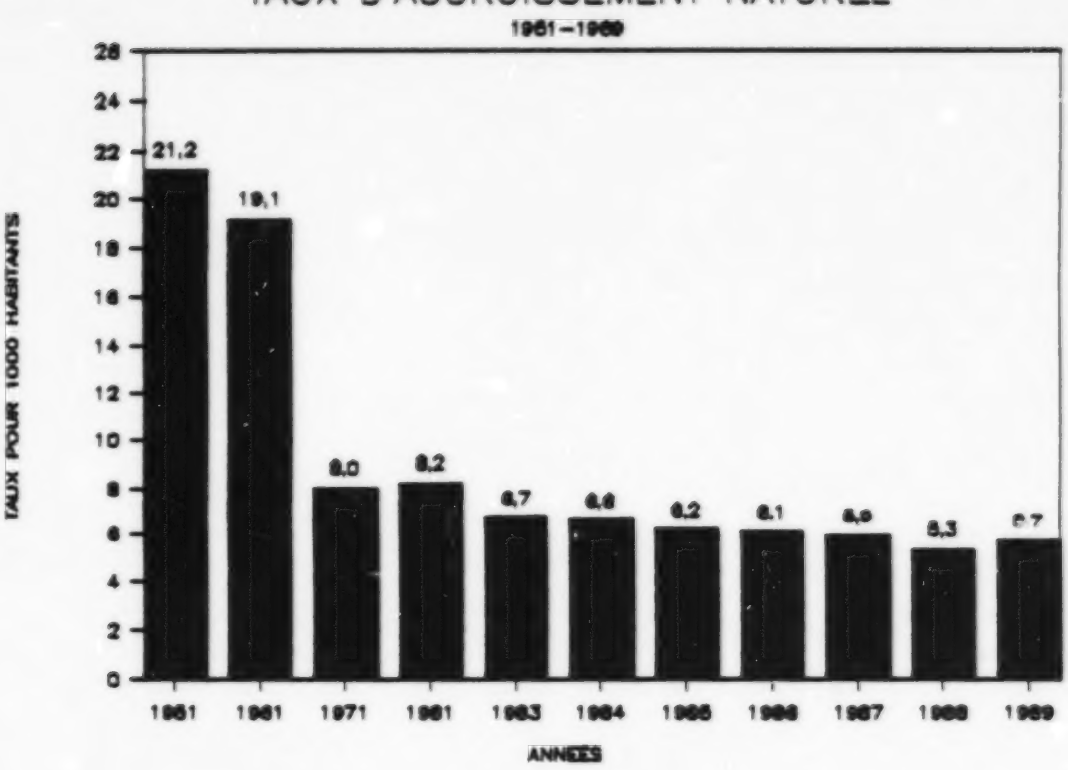
2. LE CONTEXTE DÉMOGRAPHIQUE

2.1 Évolution de la population du Québec

La Commission de la représentation a pris connaissance de l'évolution de la population du Québec et notamment de son vieillissement. Les données statistiques et les tendances qui s'en dégagent sont fort éloquentes. Même si la population du Québec est passée de 6 514 200 habitants en 1985 à 6 694 200 en 1989, soit une hausse de 2,76%, elle augmente de moins en moins vite. L'immigration ne suffit pas à compenser le déclin du taux d'accroissement naturel (de 8,2 pour 1000 habitants en 1981 à 5,7 en 1989) provoqué par une baisse de la natalité. Celle-ci se vérifie par la baisse du nombre absolu de naissances (de 98 022 en 1976 à 83 486 en 1987) et la chute de l'indice de fécondité (de 1,75 enfant pour 1000 femmes en âge de procréer en 1979 à 1,40 en 1986).*

---

* Conseil des Affaires sociales, Deux Québec dans un. Québec, 1989, pp. 3 à 19.



Source: Pour 1951 à 1981: G. Bernier et R. Boily. Le Québec en chiffres de 1850 à nos jours. ACFAS. Collection politique et économie dirigée par le GRETSÉ. 1987, p. 28. Pour 1984 à 1989: Statistique Canada, Statistiques démographiques trimestrielles. Catalogue no 91-002.

Ces facteurs concourent à l'augmentation de l'âge médian de la population au Québec: de 25,6 ans qu'il était en 1971, il est passé à 32,0 ans en 1986. Ils se répercutent également sur la pyramide des âges de la population: on y observe moins de jeunes et plus de personnes d'âge moyen ou âgées.

Le vieillissement de la population doit être analysé parallèlement aux études les plus récentes qui décrivent la mobilité de la population sur le territoire du Québec. De façon générale, les régions rurales et les centres-villes voient leurs populations stagner ou décroître au profit des franges péri-urbaines, comme par exemple la rive sud de Montréal. Une étude récente du Conseil des Affaires sociales a démontré que ces migrations affectent différemment les divers milieux du territoire québécois. Selon le Conseil, si le Québec est encore jeune, il ne l'est pas partout au même degré. Ce sont les jeunes, plus mobiles et en quête d'emplois, qui quittent les milieux ruraux ou les centres-villes pour aller habiter la banlieue. Les communautés qui se dépeuplent sont les mêmes que celles qui perdent leurs jeunes, et avec eux, leur capacité de renouvellement et de croissance démographique.** On comprend alors que vieillissement et mobilité sur le territoire sont deux réalités intimement liées. De plus, rien n'indique que les tendances dégagées ici puissent se modifier à court ou à moyen terme.

2.2 Évolution du nombre d'électeurs

Depuis 1985, le nombre d'électeurs au Québec a connu une hausse de 2,06%, passant de 4 576 600 en 1985 à 4 670 690 selon les données du dernier recensement électoral tenu en 1989.

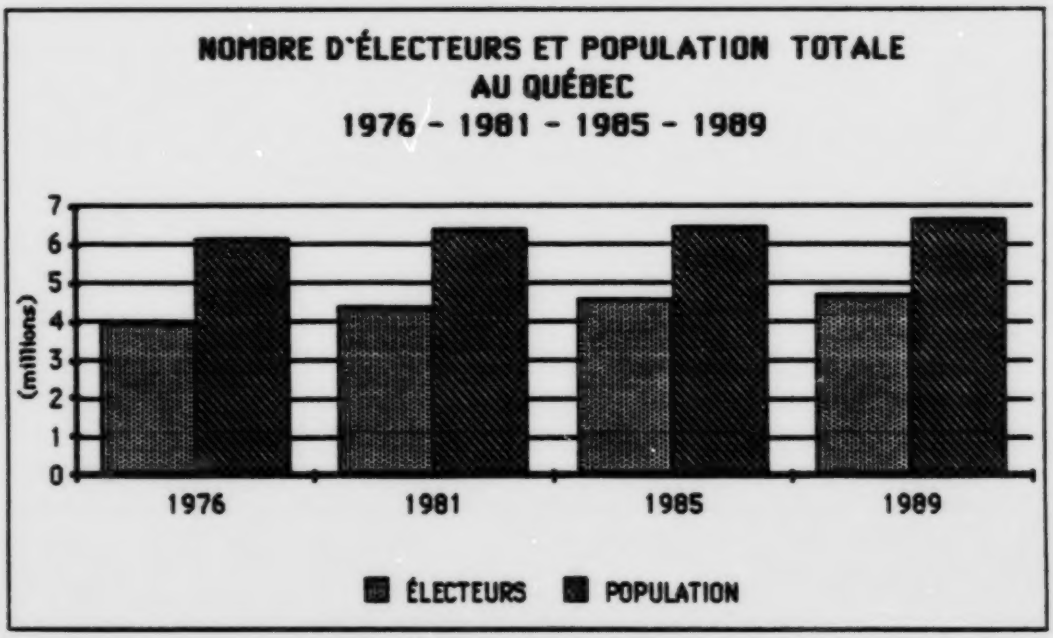
** Conseil des Affaires sociales. Deux Québec dans un. Janvier 1989, pp. 27 et 36.

EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE

1976 - 1989

ANNÉE	NOMBRE D'ÉLECTEURS	% AUGMENTATION	POPULATION	% AUGMENTATION	NBR ÉLEC./ POPULATION
1976	4 023 743	-	6 234 445	-	.65
1981	4 409 276	+ 9,58%	6 438 403	+ 3,27%	.68
1985	4 576 600	+ 3,79%	6 514 200[1]	+ 1,18%	.70
1989	4 670 690	+ 2,06%	6 694 200[2]	+ 2,76%	.70

[1] Estimation pour décembre 1985
[2] Estimation au 1er juillet 1989



À la lumière des tendances démographiques évoquées plus haut, on peut mieux comprendre l'évolution du nombre d'électeurs et le déplacement de ceux-ci sur le territoire. Ainsi, on observe que la proportion du nombre d'électeurs par rapport à la population totale est passée de 65% en 1976 à 70% en 1989, indice certain d'une tendance au vieillissement de la population. Celle-ci semble s'être stabilisée, momentanément du moins, puisqu'elle s'établissait également à 70% en 1985.

Cela pourrait s'expliquer par une lègère hausse estimée du taux d'accroissement naturel pour 1989. Ce dernier passerait de 5,3 pour 1000 habitants en 1988 à 5,7 en 1989. Cependant il convient d'être prudent dans l'interprétation des données de 1989, car sauf pour le nombre d'électeurs, il s'agit d'estimations. D'ailleurs même si cette légère hausse du taux d'accroissement naturel devait s'avérer exacte, elle ne saurait renverser à elle seule la tendance des 35 dernières années.

Les changements dans la répartition des électeurs sur le territoire, constatés lors du dernier recensement électoral, viennent confirmer les tendances révélées par les statistiques déjà citées sur la mobilité de la population. En effet, la hausse de 2,06% du nombre total d'électeurs se répartit très inégalement. Compte tenu des remarques formulées plus tôt sur le vieillissement de la population et sur le déplacement des populations jeunes sur le territoire, on peut présumer que de moins en moins de jeunes

accèdent, et accéderont, à l'âge électoral et que ces jeunes électeurs habiteront surtout les zones en croissance démographique déjà identifiées, c'est-à-dire les franges péri-urbaines. Là où se concentre la population jeune s'observe, et s'observera, l'augmentation du nombre d'électeurs. Inversement, là où se concentrent les personnes âgées, on note, et on notera, une stabilisation ou une faible baisse du nombre d'électeurs.

Même si les tendances générales de l'évolution démographique, du vieillissement et de la mobilité de la population sont visibles à la fois pour tout le Québec et pour certains grands ensembles, on peut difficilement identifier à l'avance chacune des circonscriptions où il y aura une augmentation ou une baisse importante du nombre d'électeurs. Les migrations sont le résultat d'une foule de décisions individuelles et collectives: recherche d'emploi, investissements, politiques des municipalités ou des gouvernements provincial et fédéral. Ces multiples décisions et la complexité de leurs effets conjugués sur la mobilité ne sont pas sans compliquer singulièrement toute réforme de la carte électorale.

3. LA RÉPARTITION DES ÉLECTEURS

D'après la liste électorale en vigueur lors des dernières élections générales, le Québec compte 4 670 690 électeurs répartis dans 125 circonscriptions, soit un nombre moyen de 37 366 électeurs par circonscription. Selon les limites fixées à l'article 16 de la Loi

électorale, une circonscription ne pourra contenir, après révision de la carte, plus de 46 707 ou moins de 28 024 électeurs. On trouvera à l'annexe II un tableau qui donne le nombre d'électeurs pour chacune des 125 circonscriptions ainsi que l'écart de ce nombre par rapport à la moyenne pour l'ensemble du Québec.

Les données recueillies nous indiquent que, sans prendre en considération les Iles-de-la-Madeleine, treize circonscriptions ont un nombre d'électeurs qui dépasse les limites établies par la loi. De ce nombre, huit comptent plus de 46 707 électeurs et comportent donc des écarts positifs excédant + 25%. Cinq autres circonscriptions comptent moins de 28 024 électeurs et comportent des écarts négatifs excédant -25%.

	Circonscriptions	Nombre d'électeurs	Écart
A)	Écart positif		
	La Peltrie	50 550	35,29%
	Chauveau	49 195	31,66%
	Groulx	48 952	31,01%
	Bertrand	48 274	29,19%
	Vimont	47 919	28,24%
	Saint-Jean	47 753	27,80%
	Vachon	47 393	26,84%
	Nelligan	47 289	26,56%
B)	Écart négatif		
	Mégantic-Compton	27 642	-26,02%
	Matane	27 378	-26,73%
	Bonaventure	27 041	-27,63%
	Matapédia	26 220	-29,83%
	Ungava	25 087	-32,86%

Sur la carte jointe à ce rapport on illustre par des plages de couleurs différentes le pourcentage d'écart du nombre d'électeurs par rapport à la moyenne provinciale, pour chacune des 125 circonscriptions. On y voit clairement que les circonscriptions dont le nombre d'électeurs est relativement élevé ou relativement faible sont regroupées dans certains secteurs. En général, ce qu'on observe sur la carte correspond aux tendances déjà notées du point de vue démographique. Ainsi la zone péri-urbaine de Québec et encore plus celle de Montréal ont des moyennes d'électeurs très élevées. À l'inverse, on note un faible nombre d'électeurs en Gaspésie, ce qui s'explique par la stagnation démographique, voire même le dépeuplement des milieux ruraux. La même situation prévaut, quoique de façon moins marquée, dans plusieurs circonscriptions situées au sud du fleuve Saint-Laurent, entre Sherbrooke et Rimouski. Enfin, le nombre d'électeurs est relativement faible dans les circonscriptions des centres-villes, principalement celui de Montréal.

Si ces tendances se maintiennent au cours des prochaines années et que les circonscriptions conservent le même taux d'évolution du nombre d'électeurs qu'elles ont enregistré entre 1985 et 1989 (voir annexe III), on dénombrera d'ici quatre ou cinq ans au moins une trentaine de circonscriptions qui auront dépassé la norme de plus ou moins vingt-cinq pour cent ($\pm$ 25%).

4. UNE NOUVELLE DÉLIMITATION DES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES PARAÎT NÉCESSAIRE

Malgré la difficulté qu'il y a à concilier les exigences des articles 14, 15 et 16 de la loi, à savoir les contraintes numériques, le nombre maximum de circonscriptions et les considérations démographiques et socio-économiques, la Commission de la représentation est d'avis qu'il y a lieu de procéder à une nouvelle délimitation des circonscriptions électorales afin d'assurer le respect des critères établis par le chapitre I du titre II de la Loi électorale. Cet avis s'appuie sur trois raisons.

En premier lieu, motif fondamental et conséquence de ce qui précède, 13*** circonscriptions sur 125, soit plus de 10%, s'écartent déjà des normes numériques clairement établies par la Loi électorale à l'article 16 et près de quinze autres, si les tendances actuelles se maintiennent, s'ajouteront à ce nombre d'ici quatre ou cinq ans. La Commission de la représentation prévoit qu'il n'y aura pas, dans tous ces cas, de raisons suffisantes pour justifier des exceptions au sens de la Loi électorale.

En deuxième lieu, une nouvelle réalité s'impose. Les circonscriptions électorales doivent être délimitées, selon l'article 15 de la loi, en tenant compte des limites des municipalités locales. Or actuellement, à la suite de modifications de frontières survenues depuis 1988,

---

*** Les Iles-de-la-Madeleine ne sont pas incluses dans ce chiffre.

plusieurs municipalités sont divisées entre deux circonscriptions électorales ou plus. Des corrections, le plus souvent mineures, permettront de respecter la loi.

Enfin, en troisième lieu, une autre contrainte s'ajoute. La nouvelle Loi électorale, en vigueur depuis avril 1989, prévoit à l'article 14 que "le Québec", c'est-à-dire l'ensemble du territoire de la province, doit être divisé en circonscriptions électorales. À l'heure actuelle, et comme l'ancienne loi le permettait, les circonscriptions ne couvrent pas en entier le nord du Québec. Une nouvelle délimitation corrigerait cette situation.

Puisque l'article 14 de la loi stipule que le nombre des circonscriptions ne peut dépasser 125 et que, par ailleurs, ce nombre a été atteint dans la dernière carte électorale, la nouvelle délimitation entraînera une redistribution de circonscriptions entre certaines régions du Québec. L'ajout de nouvelles circonscriptions dans les régions où la population a augmenté de façon considérable devra être compensé par le retrait d'autant de circonscriptions dans les secteurs les moins peuplés.

Compte tenu des chiffres actuels, la nouvelle délimitation modifierait surtout les circonscriptions de la Gaspésie et des grandes régions de Montréal et de Québec.

CONCLUSION

La remise de ce rapport sommaire est faite dans les délais impartis dans la Loi électorale. Il est maintenant soumis à la considération de la commission de l'Assemblée nationale en vertu des dispositions de l'article 20.

> 20. Le rapport sommaire de la Commission est soumis à la considération de la commission de l'Assemblée nationale dans les trente jours de sa remise au président ou au secrétaire général de l'Assemblée nationale.
>
> Aux fins de l'étude de ce rapport, tous les députés peuvent participer aux délibérations de la commission de l'Assemblée nationale.
>
> Lorsque la commission de l'Assemblée nationale étudie ce rapport, la Commission doit lui fournir tous les documents et renseignements nécessaires et être à sa disposition pour l'exécution de ses travaux.
>
> 1989, c. 1, a. 20

La Commission de la représentation devra prendre une décision dans les dix jours de la fin des travaux de la commission de l'Assemblée nationale selon les dispositions de l'article 21.

> 21. Après avoir entendu les représentations des députés, à la commission de l'Assemblée nationale, la Commission décide de procéder ou non à une nouvelle délimitation et communique sa décision au président ou au secrétaire général de l'Assemblée nationale dans les dix jours de la fin des travaux de la commission de l'Assemblée nationale.
>
> 1989, c. 1, a. 21

La Commission de la représentation est à l'entière disposition de la commission de l'Assemblée nationale pour lui fournir tous les documents et renseignements qu'il semblera nécessaire à ses membres de requérir.

ANNEXE I

DONNÉES GÉNÉRALES

NOMBRE TOTAL D'ÉLECTEURS EN 1989[1]:	4 670 690
AUGMENTATION 1985-1989:	94 090
Taux:	2.06%
AUGMENTATION 1981-1985:	167 324
Taux:	3.79%
MOYENNE:	37 366
Limite supérieure (+25%):	46 707
Limite inférieure (-25%):	28 024
NOMBRE DE CIRCONSCRIPTIONS DÉPASSANT +25% :	8
NOMBRE DE CIRCONSCRIPTIONS DÉPASSANT -25%[2]:	5

---

1. Nombre total d'électeurs inscrits lors de l'élection générale du 25 septembre 1989

2. Le chiffre ne tient pas compte des Iles-de-la-Madeleine.

ANNEXE II

NOMBRE D'ÉLECTEURS PAR CIRCONSCRIPTION
ET ÉCART PAR RAPPORT A LA MOYENNE

CIRCONSCRIPTION 1988	ÉLECTEURS[1] 1989	ÉCART
Abitibi-Est	30593	-18.13%
Abitibi-Ouest	32392	-13.31%
Acadie	40350	7.99%
Anjou	32240	-13.72%
Argenteuil	38257	2.39%
Arthabaska	40316	7.90%
Beauce-Nord	30000	-19.71%
Beauce-Sud	37376	0.03%
Beauharnois-Huntingdon	34428	-7.86%
Bellechasse	29621	-20.73%
Berthier	39003	4.38%
Bertrand	48274	29.19%
Bonaventure	27041	-27.63%
Bourassa	34125	-8.67%
Bourget	35208	-5.77%
Brome-Missisquoi	33584	-10.12%
Chambly	40861	9.35%
Champlain	41524	11.13%
Chapleau	45441	21.61%
Charlesbourg	44355	18.71%
Charlevoix	30647	-17.98%
Châteauguay	37311	-0.15%
Chauveau	49195	31.66%
Chicoutimi	43478	16.36%
Chomedey	44293	18.54%
Crémazie	38942	4.22%
D'Arcy-McGee	35943	-3.81%
Deux-Montagnes	45745	22.43%
Dorion	30583	-18.15%
Drummond	41523	11.13%
Dubuc	32530	-12.94%
Duplessis	34347	-8.08%
Fabre	41120	10.05%
Frontenac	33871	-9.35%
Gaspé	31359	-16.08%
Gatineau	33688	-9.84%
Gouin	28846	-22.80%
Groulx	48952	31.01%
Hochelaga-Maisonneuve	34426	-7.87%
Hull	41148	10.12%
Iberville	43928	17.56%
Iles-de-la-Madeleine	10357	-72.28%
Jacques-Cartier	43015	15.12%
Jeanne-Mance	38550	3.17%
Jean-Talon	37180	-0.50%

NOMBRE D'ÉLECTEURS PAR CIRCONSCRIPTION
ET ÉCART PAR RAPPORT A LA MOYENNE

CIRCONSCRIPTION 1988	ÉLECTEURS[1] 1989	ÉCART
Johnson	33485	-10.39%
Joliette	40198	7.58%
Jonquière	41530	11.15%
Kamouraska-Témiscouata	34017	-8.96%
Labelle	42986	15.04%
Lac-Saint-Jean	36608	-2.03%
LaFontaine	38552	3.18%
La Peltrie	50550	35.29%
La Pinière	40179	7.53%
Laporte	38353	2.64%
La Prairie	40303	7.86%
L'Assomption	42687	14.24%
Laurier	30628	-18.03%
Laval-des-Rapides	39168	4.82%
Laviolette	34779	-6.92%
Les Chutes-de-la-Chaudière	42126	12.74%
Lévis	34857	-6.71%
Limoilou	38863	4.01%
Lotbinière	29062	-22.22%
Louis-Hébert	39318	5.23%
Marguerite-Bourgeoys	35032	-6.25%
Marie-Victorin	34895	-6.61%
Marquette	37712	0.93%
Maskinongé	38589	3.27%
Masson	45926	22.91%
Matane	27378	-26.73%
Matapédia	26220	-29.83%
Mégantic-Compton	27642	-26.02%
Mercier	33243	-11.03%
Mille-Iles	37904	1.44%
Montmagny-L'Islet	31486	-15.74%
Montmorency	46666	24.89%
Mont-Royal	29325	-21.52%
Nelligan	47289	26.56%
Nicolet-Yamaska	31763	-14.99%
Notre-Dame-de-Grâce	36306	-2.84%
Orford	41452	10.94%
Outremont	31672	-15.24%
Papineau	31328	-16.16%
Pointe-aux-Trembles	37759	1.05%
Pontiac	32218	-13.78%
Portneuf	33247	-11.02%
Prévost	44419	18.88%
Richelieu	38675	3.50%
Richmond	30819	-17.52%

NOMBRE D'ÉLECTEURS PAR CIRCONSCRIPTION
ET ÉCART PAR RAPPORT A LA MOYENNE

CIRCONSCRIPTION 1988	ÉLECTEURS[1] 1989	ÉCART
Rimouski	40610	8.68%
Rivière-du-Loup	28916	-22.61%
Robert-Baldwin	37557	0.51%
Roberval	39695	6.23%
Rosemont	38102	1.97%
Rousseau	41814	11.91%
Rouyn-Noranda--Témiscamingue	39931	6.87%
Saguenay	33781	-9.59%
Sainte-Anne	33679	-9.87%
Saint-François	39891	6.76%
Saint-Henri	33382	-10.66%
Saint-Hyacinthe	43267	15.79%
Saint-Jean	47753	27.80%
Saint-Laurent	40778	9.13%
Saint-Louis	34626	-7.33%
Sainte-Marie--Saint-Jacques	40679	8.87%
Saint-Maurice	34063	-8.84%
Salaberry-Soulanges	45295	21.22%
Sauvé	35171	-5.87%
Shefford	45587	22.00%
Sherbrooke	38128	2.04%
Taillon	46562	24.61%
Taschereau	28267	-24.35%
Terrebonne	40977	9.67%
Trois-Rivières	38023	1.76%
Ungava	25087	-32.86%
Vachon	47393	26.84%
Vanier	42541	13.85%
Vaudreuil	42007	12.42%
Verchères	45539	21.87%
Verdun	29488	-21.08%
Viau	33768	-9.63%
Viger	37307	-0.16%
Vimont	47919	28.24%
Westmount	29927	-19.91%
TOTAL	4670690	
MOYENNE	37366	

---

1. Ces chiffres proviennent des listes électorales produites lors de l'élection générale du 25 septembre 1989.

ANNEXE III

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ÉLECTEURS PAR CIRCONSCRIPTION ENTRE 1985 ET 1989

CIRCONSCRIPTION 1988	NOMBRE D'ÉLECTEURS		ÉVOLUTION 85-89	
	1985	1989	Nombre	%
Abitibi-Est	28568	30593	2025	7.09%
Abitibi-Ouest	32000	32392	392	1.23%
Acadie	41206	40350	-856	-2.08%
Anjou	32246	32240	-6	-0.02%
Argenteuil	35726	38257	2531	7.08%
Arthabaska	39103	40316	1213	3.10%
Beauce-Nord	29252	30000	748	2.56%
Beauce-Sud	36573	37376	803	2.20%
Beauharnois-Huntingdon	33784	34428	644	1.91%
Bellechasse	29927	29621	-306	-1.02%
Berthier	36098	39003	2905	8.05%
Bertrand	40704	48274	7570	18.60%
Bonaventure	28114	27041	-1073	-3.82%
Bourassa	36543	34125	-2418	-6.62%
Bourget	36883	35208	-1675	-4.54%
Brome-Missisquoi	32479	33584	1105	3.40%
Chambly	37405	40861	3456	9.24%
Champlain	40706	41524	818	2.01%
Chapleau	41588	45441	3853	9.26%
Charlesbourg	43849	44355	506	1.15%
Charlevoix	30691	30647	-44	-0.14%
Châteauguay	35588	37311	1723	4.84%
Chauveau	44945	49195	4250	9.46%
Chicoutimi	43368	43478	110	0.25%
Chomedey	41643	44293	2650	6.36%
Crémazie	41105	38942	-2163	-5.26%
D'Arcy-McGee	36823	35943	-880	-2.39%
Deux-Montagnes	40113	45745	5632	14.04%
Dorion	33601	30583	-3018	-8.98%
Drummond	39940	41523	1583	3.96%
Dubuc	32804	32530	-274	-0.84%
Duplessis	36389	34347	-2042	-5.61%
Fabre	37327	41120	3793	10.16%
Frontenac	35589	33871	-1718	-4.83%
Gaspé	32688	31359	-1329	-4.07%
Gatineau	30299	33688	3389	11.19%
Gouin	31938	28846	-3092	-9.68%
Groulx	38924	48952	10028	25.76%
Hochelaga-Maisonneuve	37449	34426	-3023	-8.07%
Hull	41389	41148	-241	-0.58%
Iberville	42230	43928	1698	4.02%
Iles-de-la-Madeleine	10552	10357	-195	-1.85%
Jacques-Cartier	42050	43015	965	2.29%
Jeanne-Mance	40617	38550	-2067	-5.09%
Jean-Talon	38637	37180	-1457	-3.77%
Johnson	32805	33485	680	2.07%

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ÉLECTEURS PAR CIRCONSCRIPTION ENTRE 1985 ET 1989

CIRCONSCRIPTION 1988	NOMBRE D'ÉLECTEURS 1985	1989	ÉVOLUTION 85-89 Nombre	%
Joliette	38629	40198	1569	4.06%
Jonquière	42864	41530	-1334	-3.11%
Kamouraska-Témiscouata	35340	34017	-1323	-3.74%
Labelle	41314	42986	1672	4.05%
Lac-Saint-Jean	37640	36608	-1032	-2.74%
LaFontaine	30952	38552	7600	24.55%
La Peltrie	43410	50550	7140	16.45%
La Pinière	36584	40179	3595	9.83%
Laporte	39039	38353	-686	-1.76%
La Prairie	32833	40303	7470	22.75%
L'Assomption	36141	42687	6546	18.11%
Laurier	36182	30628	-5554	-15.35%
Laval-des-Rapides	38973	39168	195	0.50%
Laviolette	35310	34779	-531	-1.50%
Les Chutes-de-la-Chaudière	37098	42126	5028	13.55%
Lévis	33909	34857	948	2.80%
Limoilou	41861	38863	-2998	-7.16%
Lotbinière	29007	29062	55	0.19%
Louis-Hébert	41346	39318	-2028	-4.90%
Marguerite-Bourgeoys	36421	35032	-1389	-3.81%
Marie-Victorin	37131	34895	-2236	-6.02%
Marquette	40391	37712	-2679	-6.63%
Maskinongé	35997	38589	2592	7.20%
Masson	36746	45926	9180	24.98%
Matane	29018	27378	-1640	-5.65%
Matapédia	27701	26220	-1481	-5.35%
Mégantic-Compton	28257	27642	-615	-2.18%
Mercier	36635	33243	-3392	-9.26%
Mille-Iles	37487	37904	417	1.11%
Montmagny-L'Islet	32581	31486	-1095	-3.36%
Montmorency	42487	46666	4179	9.84%
Mont-Royal	32827	29325	-3502	-10.67%
Nelligan	40451	47289	6838	16.90%
Nicolet-Yamaska	31894	31763	-131	-0.41%
Notre-Dame-de-Grâce	39906	36306	-3600	-9.02%
Orford	37926	41452	3526	9.30%
Outremont	35439	31672	-3767	-10.63%
Papineau	28935	31328	2393	8.27%
Pointe-aux-Trembles	36812	37759	947	2.57%
Pontiac	30886	32218	1332	4.31%
Portneuf	33087	33247	160	0.48%
Prévost	39997	44419	4422	11.06%
Richelieu	38335	38675	340	0.89%
Richmond	31309	30819	-490	-1.57%
Rimouski	42024	40610	-1414	-3.36%
Rivière-du-Loup	29679	28916	-763	-2.57%

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ÉLECTEURS PAR CIRCONSCRIPTION ENTRE 1985 ET 1989

CIRCONSCRIPTION 1988	NOMBRE D'ÉLECTEURS		ÉVOLUTION 85-89	
	1985	1989	Nombre	%
Robert-Baldwin	36428	37557	1129	3.10%
Roberval	41240	39695	-1545	-3.75%
Rosemont	38101	38102	1	0.00%
Rousseau	38161	41814	3653	9.57%
Rouyn-Noranda--Témiscamingue	38541	39931	1390	3.61%
Saguenay	35500	33781	-1719	-4.84%
Sainte-Anne	32052	33679	1627	5.08%
Saint-François	39700	39891	191	0.48%
Saint-Henri	35188	33382	-1806	-5.13%
Saint-Hyacinthe	41950	43267	1317	3.14%
Saint-Jean	43876	47753	3877	8.84%
Saint-Laurent	42401	40778	-1623	-3.83%
Saint-Louis	39396	34626	-4770	-12.11%
Sainte-Marie--Saint-Jacques	43750	40679	-3071	-7.02%
Saint-Maurice	34698	34063	-635	-1.83%
Salaberry-Soulanges	43263	45295	2032	4.70%
Sauvé	36977	35171	-1806	-4.88%
Shefford	42523	45587	3064	7.21%
Sherbrooke	38722	38128	-594	-1.53%
Taillon	42183	46562	4379	10.38%
Taschereau	30284	28267	-2017	-6.66%
Terrebonne	33653	40977	7324	21.76%
Trois-Rivières	39564	38023	-1541	-3.89%
Ungava	22977	25087	2110	9.18%
Vachon	43153	47393	4240	9.83%
Vanier	40229	42541	2312	5.75%
Vaudreuil	36443	42007	5564	15.27%
Verchères	42378	45539	3161	7.46%
Verdun	31903	29488	-2415	-7.57%
Viau	37062	33768	-3294	-8.89%
Viger	38679	37307	-1372	-3.55%
Vimont	41500	47919	6419	15.47%
Westmount	33076	29927	-3149	-9.52%
TOTAL	4576600	4670690	94090	2.06%

Summary Report

concerning
New Boundaries
to the
Electoral Divisions

December 1989

Commission de la représentation électorale
du Québec

La version française du Rapport est disponible sur demande.

Dépôt légal - 4e trimestre 1989
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 2-550-20373-9

Sainte-Foy, le 19 décembre 1989

Monsieur Jean-Pierre Saintonge
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
Québec

Monsieur le Président,

En vertu de l'article 19 de la Loi électorale (1989, c. 1) sanctionnée le 22 mars 1989, et entrée en vigueur le 24 avril 1989, la Commission de la représentation a l'honneur de vous transmettre son rapport sommaire sur la délimitation des circonscriptions électorales.

Ce rapport, conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi, doit être soumis à la considération de la Commission de l'Assemblée nationale dans les trente jours de sa remise.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre considération.

Pierre-F. Côté, C.R.
Président

Guy Bourassa
Commissaire

Marc-André Lessard
Commissaire

Me Eddy Giguère
Secrétaire

TABLE OF CONTENTS

INTRODUCTION 1

1. LEGAL REQUIREMENT 2

2. DEMOGRAPHICAL CONTEXT 5

2.1 Evolution of the population of Québec 5

2.2 Evolution of the number of electors 8

3. DISTRIBUTION OF ELECTORS 10

4. NEW BOUNDARIES TO THE ELECTORAL DIVISIONS SEEM NECESSARY 12

CONCLUSION 15

APPENDIX I - General data

APPENDIX II - Number of electors by division and deviation in relation to the average

APPENDIX III - Evolution of the number of electors by division between 1985 and 1989

INTRODUCTION

To comply with section 19 of the Election Act, the Commission de la représentation électorale remits to the President of the National Assembly a summary report to determine whether it is necessary to establish new boundaries for the electoral divisions.

Section 19 reads as follows:

> 19. Within three months following the date of a general election, the Commission shall remit to the President or the Secretary General of the National Assembly a summary report in which it shall indicate whether, in its opinion, new boundaries to the electoral divisions are necessary to comply with the criteria established by this chapter.
>
> 1989, c. 1, s. 19.

This report will first deal with the legal criteria to be used to establish the new boundaries before examining the demographical context and the geographical distribution of electors. The Commission de la représentation will then indicate whether, in its opinion, new boundaries for the electoral divisions are necessary to insure compliance with the criteria set out in the Election Act.

1. LEGAL REQUIREMENT

The Election Act (S.Q., 1989, c. 1), which grants the Commission de la représentation électorale the power to establish the boundaries of electoral divisions (s. 532), also obliges the Commission to take into account a number of boundary principles and criteria provided for in chapter I of Title II of the same Act.

Thus, the legislator has provided in section 14 that:

> 14. Québec shall be divided into not fewer than 122 nor more than 125 electoral divisions, whose boundaries shall take into account the principle that the vote of each elector is of equal weight.
>
> 1989, c. 1, s. 14.

Section 16 sets the numerical criteria that must prevail at the time new boundaries to the electoral divisions are established.

> 16. The boundaries of each electoral division shall be delimited in such a way that the number of electors in a division, according to the list of electors in force at the last general election, does not deviate by more than 25% from the quotient obtained by dividing the total number of electors by the number of electoral divisions.
>
> 1989, c. 1, s. 16.

Moreover, in section 15 we find a number of other criteria used to establish the boundaries of an electoral division:

> 15. An electoral division represents a natural community established on the basis of demographical, geographical and sociological considerations, such as the population density, the relative growth rate of the population, the accessibility, area and shape of the region, the natural local boundaries and the limits of local municipalities.
>
> 1989, c. 1, s. 15.

Exceptional situations must be envisaged in light of section 17:

> 17. The Commission de la représentation may, for exceptional reasons, depart from the rule set out in section 16 if it considers that, owing to special circumstances, its application would not adequately serve the purpose of this chapter. Every such decision shall be in writing and give reasons.
>
> Notwithstanding section 16, the Iles-de-la-Madeleine described in Schedule I are an electoral division.
>
> 1989, c. 1, s. 17.

In short, the electoral divisions must be established and delimited in such a way that the number of electors in each division does not deviate by more than twenty-five per cent (25%) from the quotient obtained by dividing the total number of electors by the number of divisions. The legislator has provided in section 17 that the Commission may depart from the rule set out in section 16, but only for exceptional reasons. Moreover, the Election Act imposes in section 14, in an imperative fashion, a maximum number of 125 divisions. The Commission may not exceed this limit set by the Act.

To these numerical boundary criteria must be added a number of demographical, geographical and sociological considerations, as provided for under section 15.

It should be noted, however, that the numerical criteria take precedence over the other criteria listed in the Act, due to the basic principle of the equal weight of the vote of each elector, set out in section 14.

This principle, whose application cannot however be absolute, dictates that an elected member shall represent approximately the same number of electors. Deviations of twenty-five per cent (25%) are provided for under the Act, with the possibility of exceeding these parameters under exceptional circumstances.

The principle of the equal weight of votes is defined by certain authors as being that of electoral representation according to the number of electors. This basic democratic principle is one of the rights entrenched in the provincial and federal Charters of Rights and Freedoms under the concept of the "voting right".

As a result, any statute provision allowing too great a deviation from the equal weight principle risks being invalid because it is contrary to the voting right. Any decision against this principle made by an organization under a provision of an election act could be nullified.

The principle of the equal weight of votes is not explicit in these charters insofar as there is no precise text that sanctions the concept, but it has been decided that this principle is included in the rights that the "voting right" guarantees (Dixon vs. AGBC 1989 [April] B.C.S.C.).

It should be pointed out that this decision was rendered by Judge McLachlin while she was sitting on the Supreme Court of British Columbia; she has since been promoted to the Supreme Court of Canada.

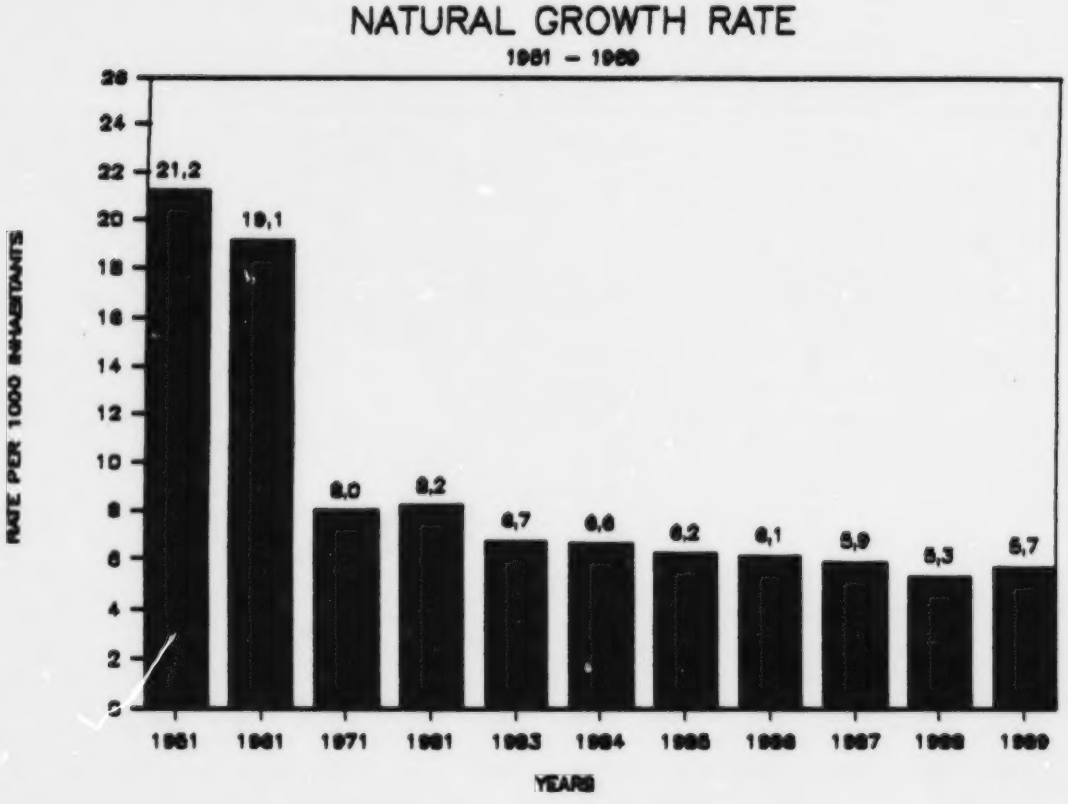
It is understandable then that the Commission could not decree several exceptions as the Act seems to permit, without exposing itself to judicial control, the standards of which are now known, for even if the Act were deemed valid, a decision based on the discretionary power granted to the Commission by the Act could be deemed excessive and hence be annuled.

2. DEMOGRAPHICAL CONTEXT

2.1 Evolution of the population of Québec

The Commission de la représentation has noted the evolution of the Québec population and, in particular, the aging factor. The statistical data and the observable trends speak for themselves. While Québec's population rose from 6,514,200 inhabitants in 1985 to 6,694,200 in 1989, namely an increase of 2.76%, the rate of growth has begun to slow down. Immigration is not sufficient to

offset the drop in the natural growth rate (from 8.2 per 1000 inhabitants in 1981 to 5.7 in 1989) caused by the decline in the birth rate. This can be verified by observing the drop in the absolute number of births (from 98,022 in 1976 to 83,486 in 1987) and the fall in the fertility index (from 1.75 children per 1000 women in their child-bearing age in 1979 to 1.40 in 1986).*



Source: For 1951 to 1981: G. Bernier et R. Boily. Le Québec en chiffres de 1850 à nos jours. ACFAS. Collection politique et économique dirigée par le GRETSÉ. 1987, p. 28. For 1984 to 1989: Statistics Canada, Quarterly demographical statistics. Catalogue no 91-002.

---

* Conseil des Affaires sociales, Deux Québec dans un, Québec 1989, pp. 3 à 19

These factors contribute to increase the median age of the population in Québec: from 25.6 years in 1971 to 32.0 years in 1986. They also affect the population pyramid: we see fewer young people and more persons who are in the middle of life or who are older.

The aging of the population must be analysed in relation with the latest studies which describe population mobility within Québec's territory. Generally speaking, rural regions and urban core areas are seeing their populations stagnate or decline to the advantage of urban fringe areas, as for example in the case of the South Shore of Montreal. A recent study by the Conseil des Affaires sociales has shown that these migrations affect the various areas of Québec's territory differently. According to the Council, while Québec is still young, it is not so to the same extent everywhere. It is the young people, who are more mobile and who are searching for jobs, who leave rural regions or urban core areas to live in the suburbs. The communities whose population is on the decline are the same as those which are losing their young people, and with the latter, the capacity for demographical renewal and growth**. It is thus understandable that aging and mobility within the territory are two closely related realities. Moreover, nothing would indicate that the trends observed can change over the short or medium term.

** Conseil des Affaires sociales. Deux Québec dans un. Janvier 1989, pp. 27 et 36.

2.2 Evolution of the number of electors

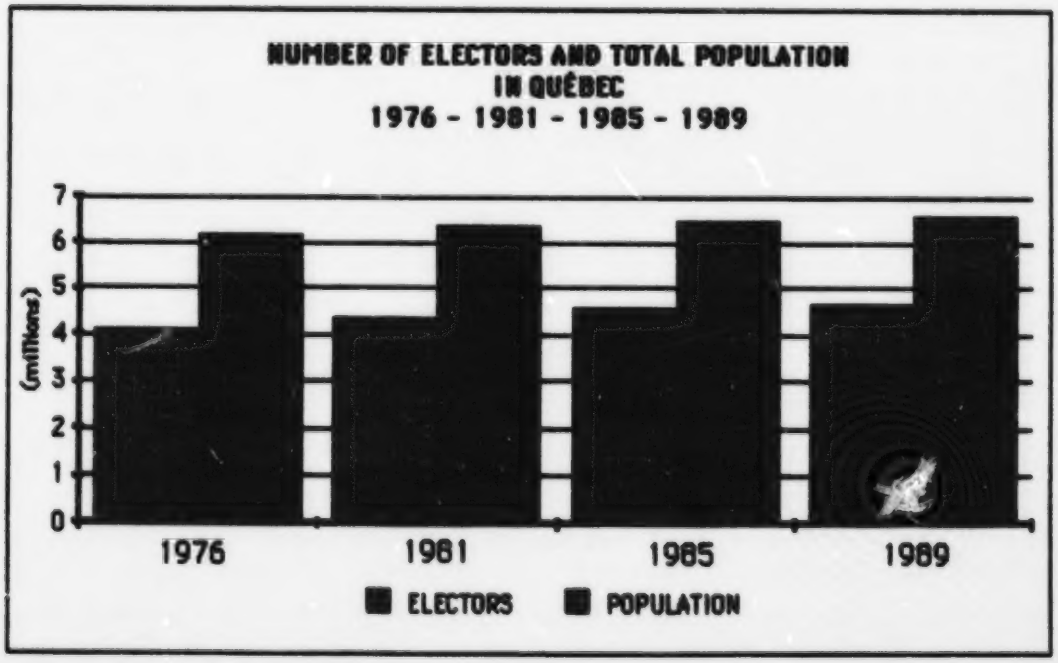
Since 1985, the number of electors in Québec has witnessed a 2.06% increase, rising from 4,576,600 in 1985 to 4,670,690, based on the data of the latest enumeration conducted in 1989.

DEMOGRAPHICAL EVOLUTION

1976 - 1989

YEAR	NUMBER OF ELECTORS	% INCREASE	POPULATION	% INCREASE	NBR ELEC./ POPULATION
1976	4 023 743	-	6 234 445	-	.65
1981	4 409 276	+ 9,58%	6 438 403	+ 3,27%	.68
1985	4 576 600	+ 3,79%	6 514 200[1]	+ 1,18%	.70
1989	4 670 690	+ 2,06%	6 694 200[2]	+ 2,76%	.70

[1] Estimate for December 1985
[2] Estimate at July 1, 1989



In light of the aforementioned demographical trends, we can better understand the evolution of the number of electors and shifts over the territory. Thus, we note that the proportion of the number of electors in relation to the total population rose from 65% in 1976 to 70% in 1989, certainly an indication of an aging trend in the population. The proportion seems to have stabilized, at least momentarily, since it also stood at 70% in 1985.

This might be explained by a slight estimated increase in the natural growth rate for 1988. The latter would seem to have increased from 5.3 per 1000 inhabitants in 1988 to 5.7 in 1989. However, caution is called for when interpreting the 1989 data as they are based on estimates, except in the case of the number of electors. Moreover,even if this slight increase in the growth rate were to be exact, it alone would not suffice to reverse the trend of the last 35 years.

The changes in the distribution of electors over the territory, as noted at the time of the last enumeration, confirms the trends revealed by the statistics already quoted on population mobility. Indeed, the 2.06% increase in the total number of electors is distributed quite unequally. Taking into account the remarks made previously on the aging of the population and on population shifts by young people within the territory, we may assume that fewer young people are reaching, and will be reaching, the voting

age, and that these young electors will live mainly in the demographical growth zones already identified, namely in urban fringe areas. In those areas where young people gather we are witnessing and will witness an increase in the number of electors. Inversely, in those areas where we see concentrations of older people, we note and we will note a stabilization or a slight drop in the number of electors.

Although the general trends of demographical evolution, aging and population mobility are visible both for Québec as a whole and for certain major areas, it is difficult to identify in advance each of the divisions where there will be a major increase or decrease in the number of electors. These migrations stem from a wide range of individual and societal decisions: search for work, investments, policies of the municipalities or of the provincial and federal governments. These numerous decisions and the complexity of their combined effects on mobility do much to complicate any reform of the electoral map.

3. DISTRIBUTION OF ELECTORS

Based on the electoral list in effect at the time of the last general elections, Québec has 4,670,690 electors distributed over 125 divisions, namely an average number of 37,366 electors per division. According to the limits set out in section 16 of the Election Act, a division may not contain, after revision of the map, more than 46,707

or less than 28,024 electors. In Appendix II there is a table giving the number of electors for each of the 125 divisions as well as the deviation of this number in relation to the average for Québec as a whole.

The data compiled indicate that, without taking the Iles-de-la-Madeleine into account, thirteen divisions have a number of electors exceeding the limits set by the Act. Of this number, eight have more than 46,707 electors and thus have positive deviations exceeding +25%. Five other divisions have less than 28,024 electors and have negative deviations exceeding -25%.

Divisions	Number of electors	Deviation
A) Positive deviation		
La Peltrie	50,550	35.29%
Chauveau	49 195	31.66%
Groulx	48,952	31.01%
Bertrand	48,274	29.19%
Vimont	47,919	28.24%
Saint-Jean	47,753	27.80%
Vachon	47,393	26.84%
Nelligan	47,289	26.56%
B) Negative deviation		
Mégantic-Compton	27,642	-26.02%
Matane	27,378	-26.73%
Bonaventure	27,041	-27.63%
Matapédia	26,220	-29.83%
Ungava	25,087	-32.86%

The map appended to this report uses different colours to show the percentage of deviation of the number of electors in relation to the provincial average, for each of the 125 divisions. We clearly see that the divisions whose number of electors is relatively high or relatively low are grouped in certain sectors. In general, what is observed on the map corresponds to the trends already noted from a demographical standpoint. The urban fringe areas of Québec and Montréal have very high elector averages. Conversely, we note a low number of electors in the Gaspé, which is explained by the demographical stagnation, even the depopulation of rural areas. The same situation prevails, albeit to a lesser extent, in several divisions located on the south shore of the St. Lawrence River between Sherbrooke and Rimouski. Finally, the number of electors is relatively low in divisions comprising urban cores, mainly that of Montreal.

If these trends continue over the next few years and the divisions retain the same rate of evolution of the number of electors that they recorded between 1985 and 1989 (see appendix III), in the next four or five years there will be at least some thirty divisions that will have exceeded the standard of plus or minus twenty-five percent (± 25%).

4. NEW BOUNDARIES TO THE ELECTORAL DIVISIONS SEEM NECESSARY

Despite the difficulty of reconciling the requirements of sections 14, 15 and 16 of the Act, namely the numerical constraints, the maximum number of divisions and the demographical and socioeconomic considera-

tions, the Commission de la représentation is of the opinion that it is necessary to establish new boundaries for the electoral divisions to insure compliance with the criteria set out by chapter I of Title II of the Election Act. This opinion is based on three reasons.

First, the basic reason and a consequence of the aforegoing, 13*** divisions out of 125, namely more than 10%, already deviate from the numerical standards clearly set out in the Election Act in section 16 and nearly 15 others, if current trends continue, will be added to this number in the next four to five years. The Commission de la représentation anticipates that in most of these cases, there will be insufficient grounds to justify exceptions within the meaning of the Election Act.

Secondly, a new reality has appeared. The electoral divisions must be delimited, according to section 15 of the Act, taking into account the limits of the local municipalities. Presently, as a result of changes to boundaries that have occurred since 1988, several municipalities have been divided into two or more electoral divisions. Corrections, more often than not minor, will make it possible to comply with the Act.

Thirdly and finally, a new constraint has been added. The new Election Act, in force since April 1989, provides under section 14 that "Québec", that is to say all the territory of the province, must

*** The Iles-de-la-Madeleine are not included in this figure.

be divided into electoral divisions. At the present time, and as the old Act permitted, the divisions do not cover the entire northern area of Québec. New boundaries would correct this situation.

Since section 14 of the Act stipulates that the number of divisions may not exceed 125 and that, moreover, this number was reached in the last electoral map, the new boundaries will result in a redistribution of divisions between certain regions of Québec. The addition of new divisions in regions where the population has increased considerably will have to be compensated by the withdrawal of as many divisions in the less populated sectors.

Taking into account current figures, the new boundaries would mainly modify the divisions of the Gaspé and of the large regions of Montreal and Québec.

CONCLUSION

This summary report has been remitted within the deadlines set out in the Election Act. It is now submitted for examination by the Committee on the National Assembly under the provisions of section 20.

> 20. The summary report of the Commissions shall be submitted to the Committee on the National Assembly for examination within thirty days following its remittance to the President or the Secretary General of the National Assembly.
>
> For the purposes of examination of the report, all the Members may take part in the debates of the Committee on the National Assembly.
>
> When the Committee on the National Assembly examines the report, the Commission shall furnish it with all the required documents and information and be at its disposal to assist it in carrying out its work.
>
> 1989, c. 1, s. 20.

The Commission de la Représentation shall take a decision within ten days following the end of the proceedings of the Committee on the National Assembly in accordance with the provisions of section 21.

> 21. After hearing the representations of the Members in the Committee on the National Assembly, the Commission shall decide whether or not to establish new boundaries and communicate its decision to the President or the Secretary General of the National Assembly within ten days following the end of the proceedings of the Committee on the National Assembly.
>
> 1989, c. 1, s. 21.

The commission de la Représentation is at the full disposal of the Committee on the National Assembly to provide all documents and information that Committee members may deem necessary.

APPENDIX I

GENERAL DATA

TOTAL NUMBER OF ELECTORS IN 1989[1]:	4 670 690
INCREASE 1985-1989:	94 090
Rate:	2.06%
INCREASE 1981-1985:	167 324
Rate:	3.79%
AVERAGE:	37 366
Upper limit (+25%):	46 707
Lower limit (-25%):	28 024
NUMBER OF DIVISIONS EXCEEDING +25% :	8
NUMBER OF DIVISIONS EXCEEDING -25%[2]:	5

---

1. Total number of electors registered at the time of the September 25, 1989 general elections.

2. This figure does note take into account the Iles-de-la-Madeleine.

APPENDIX II

NUMBER OF ELECTORS BY DIVISION
AND DEVIATION IN RELATION TO THE AVERAGE

1988 DIVISION	ELECTORS[1] 1989	DEVIATION
Abitibi-Est	30593	-18.13%
Abitibi-Ouest	32392	-13.31%
Acadie	40350	7.99%
Anjou	32240	-13.72%
Argenteuil	38257	2.39%
Arthabaska	40316	7.90%
Beauce-Nord	30000	-19.71%
Beauce-Sud	37376	0.03%
Beauharnois-Huntingdon	34428	-7.86%
Bellechasse	29621	-20.73%
Berthier	39003	4.38%
Bertrand	48274	29.19%
Bonaventure	27041	-27.63%
Bourassa	34125	-8.67%
Bourget	35208	-5.77%
Brome-Missisquoi	33584	-10.12%
Chambly	40861	9.35%
Champlain	41524	11.13%
Chapleau	45441	21.61%
Charlesbourg	44355	18.71%
Charlevoix	30647	-17.98%
Châteauguay	37311	-0.15%
Chauveau	49195	31.66%
Chicoutimi	43478	16.36%
Chomedey	44293	18.54%
Crémazie	38942	4.22%
D'Arcy-McGee	35943	-3.81%
Deux-Montagnes	45745	22.43%
Dorion	30583	-18.15%
Drummond	41523	11.13%
Dubuc	32530	-12.94%
Duplessis	34347	-8.08%
Fabre	41120	10.05%
Frontenac	33871	-9.35%
Gaspé	31359	-16.08%
Gatineau	33688	-9.84%
Gouin	28846	-22.80%
Groulx	48952	31.01%
Hochelaga-Maisonneuve	34426	-7.87%
Hull	41148	10.12%
Iberville	43928	17.56%
Iles-de-la-Madeleine	10357	-72.28%
Jacques-Cartier	43015	15.12%
Jeanne-Mance	38550	3.17%
Jean-Talon	37180	-0.50%

NUMBER OF ELECTORS BY DIVISION
AND DEVIATION IN RELATION TO THE AVERAGE

1988 DIVISION	ELECTORS[1] 1989	DEVIATION
Johnson	33485	-10.39%
Joliette	40198	7.58%
Jonquière	41530	11.15%
Kamouraska-Témiscouata	34017	-8.96%
Labelle	42986	15.04%
Lac-Saint-Jean	36608	-2.03%
LaFontaine	38552	3.18%
La Peltrie	50550	35.29%
La Pinière	40179	7.53%
Laporte	38353	2.64%
La Prairie	40303	7.86%
L'Assomption	42687	14.24%
Laurier	30628	-18.03%
Laval-des-Rapides	39168	4.82%
Laviolette	34779	-6.92%
Les Chutes-de-la-Chaudière	42126	12.74%
Lévis	34857	-6.71%
Limoilou	38863	4.01%
Lotbinière	29062	-22.22%
Louis-Hébert	39318	5.23%
Marguerite-Bourgeoys	35032	-6.25%
Marie-Victorin	34895	-6.61%
Marquette	37712	0.93%
Mas inongé	38589	3.27%
Masson	45926	22.91%
Matane	27378	-26.73%
Matapédia	26220	-29.83%
Mégantic-Compton	27642	-26.02%
Mercier	33243	-11.03%
Mille-Iles	37904	1.44%
Montmagny-L'Islet	31486	-15.74%
Montmorency	46666	24.89%
Mont-Royal	29325	-21.52%
Nelligan	47289	26.56%
Nicolet-Yamaska	31763	-14.99%
Notre-Dame-de-Grâce	36306	-2.84%
Orford	41452	10.94%
Outremont	31672	-15.24%
Papineau	31328	-16.16%
Pointe-aux-Trembles	37759	1.05%
Pontiac	32218	-13.78%
Portneuf	33247	-11.02%
Prévost	44419	18.88%
Richelieu	38675	3.50%
Richmond	30819	-17.52%

NUMBER OF ELECTORS BY DIVISION
AND DEVIATION IN RELATION TO THE AVERAGE

1988 DIVISION	ELECTORS[1] 1989	DEVIATION
Rimouski	40610	8.68%
Rivière-du-Loup	28916	-22.61%
Robert-Baldwin	37557	0.51%
Roberval	39695	6.23%
Rosemont	38102	1.97%
Rousseau	41814	11.91%
Rouyn-Noranda--Témiscamingue	39931	6.87%
Saguenay	33781	-9.59%
Sainte-Anne	33679	-9.87%
Saint-François	39891	6.76%
Saint-Henri	33382	-10.66%
Saint-Hyacinthe	43267	15.79%
Saint-Jean	47753	27.80%
Saint-Laurent	40778	9.13%
Saint-Louis	34626	-7.33%
Sainte-Marie--Saint-Jacques	40679	8.87%
Saint-Maurice	34063	-8.84%
Salaberry-Soulanges	45295	21.22%
Sauvé	35171	-5.87%
Shefford	45587	22.00%
Sherbrooke	38128	2.04%
Taillon	46562	24.61%
Taschereau	28267	-24.35%
Terrebonne	40977	9.67%
Trois-Rivières	38023	1.76%
Ungava	25087	-32.86%
Vachon	47393	26.84%
Vanier	42541	13.85%
Vaudreuil	42007	12.42%
Verchères	45539	21.87%
Verdun	29488	-21.08%
Viau	33768	-9.63%
Viger	37307	-0.16%
Vimont	47919	28.24%
Westmount	29927	-19.91%
TOTAL	4670690	
AVERAGE	37366	

---

1. These figures come from the electoral lists produced at the time of the September 25, 1989 general election.

APPENDIX III

EVOLUTION OF THE NUMBER OF ELECTORS BY DIVISION BETWEEN 1985 AND 1989

1988 DIVISION	NUMBER OF ELECTORS 1985	1989	EVOLUTION 85-89 Number	%
Abitibi-Est	28568	30593	2025	7.09%
Abitibi-Ouest	32000	32392	392	1.23%
Acadie	41206	40350	-856	-2.08%
Anjou	32246	32240	-6	-0.02%
Argenteuil	35726	38257	2531	7.08%
Arthabaska	39103	40316	1213	3.10%
Beauce-Nord	29252	30000	748	2.56%
Beauce-Sud	36573	37376	803	2.20%
Beauharnois-Huntingdon	33784	34428	644	1.91%
Bellechasse	29927	29621	-306	-1.02%
Berthier	36098	39003	2905	8.05%
Bertrand	40704	48274	7570	18.60%
Bonaventure	28114	27041	-1073	-3.82%
Bourassa	36543	34125	-2418	-6.62%
Bourget	36883	35208	-1675	-4.54%
Brome-Missisquoi	32479	33584	1105	3.40%
Chambly	37405	40861	3456	9.24%
Champlain	40706	41524	818	2.01%
Chapleau	41588	45441	3853	9.26%
Charlesbourg	43849	44355	506	1.15%
Charlevoix	30691	30647	-44	-0.14%
Châteauguay	35588	37311	1723	4.84%
Chauveau	44945	49195	4250	9.46%
Chicoutimi	43368	43478	110	0.25%
Chomedey	41643	44293	2650	6.36%
Crémazie	41105	38942	-2163	-5.26%
D'Arcy-McGee	36823	35943	-880	-2.39%
Deux-Montagnes	40113	45745	5632	14.04%
Dorion	33601	30583	-3018	-8.98%
Drummond	39940	41523	1583	3.96%
Dubuc	32804	32530	-274	-0.84%
Duplessis	36389	34347	-2042	-5.61%
Fabre	37327	41120	3793	10.16%
Frontenac	35589	33871	-1718	-4.83%
Gaspé	32688	31359	-1329	-4.07%
Gatineau	30299	33688	3389	11.19%
Gouin	31938	28846	-3092	-9.68%
Groulx	38924	48952	10028	25.76%
Hochelaga-Maisonneuve	37449	34426	-3023	-8.07%
Hull	41389	41148	-241	-0.58%
Iberville	42230	43928	1698	4.02%
Iles-de-la-Madeleine	10552	10357	-195	-1.85%
Jacques-Cartier	42050	43015	965	2.29%
Jeanne-Mance	40617	38550	-2067	-5.09%
Jean-Talon	38637	37180	-1457	-3.77%
Johnson	32805	33485	680	2.07%

EVOLUTION OF THE NUMBER OF ELECTORS BY DIVISION BETWEEN 1985 AND 1989

1988 DIVISION	NUMBER OF ELECTORS 1985	1989	EVOLUTION 85-89 Number	%
Joliette	38629	40198	1569	4.06%
Jonquière	42864	41530	-1334	-3.11%
Kamouraska-Témiscouata	35340	34017	-1323	-3.74%
Labelle	41314	42986	1672	4.05%
Lac-Saint-Jean	37640	36608	-1032	-2.74%
LaFontaine	30952	38552	7600	24.55%
La Peltrie	43410	50550	7140	16.45%
La Pinière	36584	40179	3595	9.83%
Laporte	39039	38353	-686	-1.76%
La Prairie	32833	40303	7470	22.75%
L'Assomption	36141	42687	6546	18.11%
Laurier	36182	30628	-5554	-15.35%
Laval-des-Rapides	38973	39168	195	0.50%
Laviolette	35310	34779	-531	-1.50%
Les Chutes-de-la-Chaudière	37098	42126	5028	13.55%
Lévis	33909	34857	948	2.80%
Limoilou	41861	38863	-2998	-7.16%
Lotbinière	29007	29062	55	0.19%
Louis-Hébert	41346	39318	-2028	-4.90%
Marguerite-Bourgeoys	36421	35032	-1389	-3.81%
Marie-Victorin	37131	34895	-2236	-6.02%
Marquette	40391	37712	-2679	-6.63%
Maskinongé	35997	38589	2592	7.20%
Masson	36746	45926	9180	24.98%
Matane	29018	27378	-1640	-5.65%
Matapédia	27701	26220	-1481	-5.35%
Mégantic-Compton	28257	27642	-615	-2.18%
Mercier	36635	33243	-3392	-9.26%
Mille-Iles	37487	37904	417	1.11%
Montmagny-L'Islet	32581	31486	-1095	-3.36%
Montmorency	42487	46666	4179	9.84%
Mont-Royal	32827	29325	-3502	-10.67%
Nelligan	40451	47289	6838	16.90%
Nicolet-Yamaska	31894	31763	-131	-0.41%
Notre-Dame-de-Grâce	39906	36306	-3600	-9.02%
Orford	37926	41452	3526	9.30%
Outremont	35439	31672	-3767	-10.63%
Papineau	28935	31328	2393	8.27%
Pointe-aux-Trembles	36812	37759	947	2.57%
Pontiac	30886	32218	1332	4.31%
Portneuf	33087	33247	160	0.48%
Prévost	39997	44419	4422	11.06%
Richelieu	38335	38675	340	0.89%
Richmond	31309	30819	-490	-1.57%
Rimouski	42024	40610	-1414	-3.36%
Rivière-du-Loup	29679	28916	-763	-2.57%

EVOLUTION OF THE NUMBER OF ELECTORS BY DIVISION BETWEEN 1985 AND 1989

1988 DIVISION	NUMBER OF ELECTORS 1985	1989	EVOLUTION 85-89 Number	%
Robert-Baldwin	36428	37557	1129	3.10%
Roberval	41240	39695	-1545	-3.75%
Rosemont	38101	38102	1	0.00%
Rousseau	38161	41814	3653	9.57%
Rouyn-Noranda--Témiscamingue	38541	39931	1390	3.61%
Saguenay	35500	33781	-1719	-4.84%
Sainte-Anne	32052	33679	1627	5.08%
Saint-François	39700	39891	191	0.48%
Saint-Henri	35188	33382	-1806	-5.13%
Saint-Hyacinthe	41950	43267	1317	3.14%
Saint-Jean	43876	47753	3877	8.84%
Saint-Laurent	42401	40778	-1623	-3.83%
Saint-Louis	39396	34626	-4770	-12.11%
Sainte-Marie--Saint-Jacques	43750	40679	-3071	-7.02%
Saint-Maurice	34698	34063	-635	-1.83%
Salaberry-Soulanges	43263	45295	2032	4.70%
Sauvé	36977	35171	-1806	-4.88%
Shefford	42523	45587	3064	7.21%
Sherbrooke	38722	38128	-594	-1.53%
Taillon	42183	46562	4379	10.38%
Taschereau	30284	28267	-2017	-6.66%
Terrebonne	33653	40977	7324	21.76%
Trois-Rivières	39564	38023	-1541	-3.89%
Ungava	22977	25087	2110	9.18%
Vachon	43153	47393	4240	9.83%
Vanier	40229	42541	2312	5.75%
Vaudreuil	36443	42007	5564	15.27%
Verchères	42378	45539	3161	7.46%
Verdun	31903	29488	-2415	-7.57%
Viau	37062	33768	-3294	-8.89%
Viger	38679	37307	-1372	-3.55%
Vimont	41500	47919	6419	15.47%
Westmount	33076	29927	-3149	-9.52%
TOTAL	4576600	4670690	94090	2.06%

MAPS
NOT
FILMED

CARTES
OMISES